

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

Avec les universitaires

La fronde ne faiblit pas dans les universités. Déjà historique par son origine (pour la première fois de son histoire l'université française s'est arrêtée à la suite d'une décision des universitaires), le mouvement n'a cessé de grandir pour finalement rassembler enseignants, chercheurs, présidents d'université, personnels administratifs et techniques, et étudiants. Le malaise des universités semble des plus profonds face aux décrets d'application de la loi dite des « libertés et responsabilités des universités ».

Rien de surprenant à ce que les universitaires dunkerquois s'insurgent légitimement d'une réforme qui participe d'une politique de désagrément de notre système d'enseignement supérieur et de recherche : les missions augmentent alors que les budgets baissent ; les disparités et la concurrence entre les universités sont favorisées mettant en cause nos principes d'égalité et de justice sociale ; la suppression des concours de l'enseignement et de leur filière de formation traditionnelle crée de nombreuses inquiétudes sur l'avenir des étudiants ; la précarisation de tous les personnels universitaires se poursuit ; le statut des enseignants-chercheurs risque l'arbitraire tandis que diminue le nombre de postes.

Aussi inquiétants, la marginalisation et le dénigrement des universités de proximité comme notre université du Littoral Côte d'Opale. Non seulement ces structures d'éducation et de recherche fournissent au quotidien un travail de grande qualité, mais elles donnent également l'opportunité à beaucoup de jeunes dunkerquois de poursuivre des études supérieures dans des conditions financières abordables. En ignorant cette réalité, le gouvernement condamne toute une partie de notre jeunesse, la plus fragilisée, qui se retrouve mise au ban du système d'enseignement supérieur et de recherche. C'est une partie de la démocratisation de l'enseignement supérieur qui est mise en cause.

La majorité municipale de la Ville de Dunkerque s'est très vite associée à ce mouvement de contestation envers un gouvernement qui tente de justifier, à coup d'idées reçues et de démagogie, une politique à courte-vue, faite de coupes budgétaires et qui risque très rapidement de compromettre l'avenir d'un système universitaire déjà bien négligé.

C'est fort de ce constat que nous avons donc décidé de soutenir activement les universitaires de l'ULCO dans leurs actions de sensibilisation et de contestation sur le territoire dunkerquois. Un soutien qui a pris la forme notamment d'un courrier adressé par Michel Delebarre à la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche afin de lui faire part du malaise actuel et des malades du gouvernement dans son désir de réforme.

Si le gouvernement tente après des semaines de grèves de déminer (maladroïtement) le terrain et fait mine d'un certain recul, il ne semble pas pour autant décidé à infléchir réellement cette loi sur les libertés et responsabilités des universités. Il semble plutôt vraisemblable qu'il espère un essoufflement du mouvement qui lui permettrait de faire passer en catimini cette réforme.

C'est pourquoi il est essentiel que nous continuions de soutenir les universitaires face au gouvernement qui pensait pouvoir poursuivre son entreprise de déstabilisation de l'éducation du primaire au supérieur sans résistance. La majorité municipale dunkerquoise reste

convaincue qu'il est plus que temps de changer de cap, d'instaurer un moratoire des réformes engagées, le gel des suppressions d'emploi et une réorientation du budget 2009. Il en va de la qualité de notre enseignement supérieur et de la recherche qui doivent être de véritables priorités nationales.

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

Nous, élu-e-s vert-e-s de Dunkerque

Nous nous engageons à participer à moderniser l'ensemble des politiques locales de notre ville. Nous souhaitons avec vous : d'avantage de démocratie et de débats d'idées, d'avantage de créativité, d'avantage de solidarité et un réel développement écologique de ce territoire.



Agnès Evrard,
Conseillère
municipale,
déléguée
à la santé-
environnement



Gery Champagne,
Conseiller
municipal,
délégué aux
déplacements
doux et à
l'animation pour
Dunkerque-Centre



Jacqueline Poignant,
Conseillère
municipale,
déléguée à
l'économie sociale
et solidaire et
au commerce
équitable



Marcel Lefevre,
Adjoint au Maire,
délégué à
l'écologie urbaine,
publicité, voirie,
éclairage



Claudine Ducellier,
Adjointe aux
déplacements,
chargée du
quartier Soubise
et gare



Louardi
Boughedada,
Adjoint au Maire
délégué à la
politique de la
ville et à la
rénovation urbaine

Nous contacter : www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/
27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78.

ÉLUS COMMUNISTES

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> -
particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

En cette période de carnaval, nous oublions la crise pour nous retrouver dans la fête.

Les annonces quotidiennes de notre Président n'ont d'effet ni sur la gestion de cette période festive, ni malheureusement sur l'amélioration de la vie quotidienne de nos concitoyens.

Chaque annonce du président est suivie le lendemain dans nos quotidiens locaux par des articles prédisant des plans de licenciements dans les entreprises de notre région.

Le groupe PRG associé auprès de la majorité municipale, sans effet d'annonce, poursuit sa tâche afin d'améliorer sans cesse la vie quotidienne des habitants en essayant de réduire les fossés alors que la politique nationale augmente la fracture sociale.

La nomination de Marie-Noëlle Loger à la mairie de quartier des Glacis pour succéder à Henri Loorius prouve que les élus du PRG sont prêts à relever de nombreux défis, même celui-là.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

Un autre chemin

Ces 25 dernières années, l'économie mondiale a été transformée en gigantesque casino. Au nom de l'idéologie néolibérale, il a été demandé aux entreprises des taux de profit de 15 % par an, pour satisfaire l'appétit des actionnaires. La financiarisation de l'économie mondiale produit aujourd'hui ces compétences dévastatrices. Rien qu'en janvier 90 000 emplois ont disparu en France, 340 000 en Allemagne, 200 000 en Espagne, des millions aux USA depuis 2 ans, les pays de l'Est sont au bord de la faillite, et l'Euro risque d'exploser... Le tableau est dramatique. Il est évident que le modèle sur lequel a été bâti ce système est condamné par l'histoire à disparaître. La puissance publique a seule la légitimité démocratique pour intervenir, réguler l'économie, transformer l'Europe et s'opposer aux intérêts particuliers qui ne pensent qu'à court terme. Face à un tel défi historique, la Gauche doit se rassembler pour proposer un autre chemin à partir d'une analyse sérieuse de la globalisation financière et des effets produits par le libre-échange généralisé. Les élections européennes de juin sont l'occasion d'en donner la direction.

Pour contact : clnicolet@wanadoo.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS

Hôpital, silence : on déstructure !

Les Alternatifs expriment leur totale opposition au projet de Loi « hôpital, patients, santé, territoire » porté par Roselyne Bachelot, Ministre de la Santé. Ce projet s'inscrit dans une longue filiation de « réformes » qui depuis des années conduisent progressivement l'hôpital public à l'impasse. Qu'il soit de proximité ou

pas, l'hôpital public est dans le collimateur d'un Gouvernement déterminé à démanteler chaque jour un peu plus notre système de soins et de protection sociale.

Nous subissons **une casse programmée de longue date.**

De réforme en réorganisation, l'hôpital public n'en finit plus de subir les assauts des gouvernants.

La quasi-totalité des ressources de l'hôpital dépend désormais de son niveau d'activité et de la nature des actes médicaux réalisés. Cette tarification à l'activité incitera à « produire » des actes rentables économiquement en faisant fi des missions de service public que doit remplir l'hôpital : **On brade la santé publique aux appétits marchands ! Il faut refonder notre système de santé et de protection sociale.**

Il faut réaffirmer concrètement le principe de solidarité nationale, en particulier en matière de financement des dépenses sociales et de santé. Notre santé est trop précieuse pour la laisser entre les mains de la droite qui nous dirige. Il faut sortir le système de santé de la logique de marchandisation. L'intégralité de ce communiqué est à votre disposition lors de nos permanences au 25 rue de la Paix.

Le lundi de 10h30 à 12h : permanence des élus (es) Alternatifs.
Le Mercredi de 17h à 19h : permanence de l'AFLA (Association de financement du local).
Le samedi de 10h30 à 12h : permanence politique. Il est possible aussi de nous contacter par mail : l.alternatifs@laposte.fr.

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

➔ Soubise se dégrade!

Ce quartier périclite. La faute à qui? Constatons déjà l'évidence: trottoirs et chaussées défoncés; déjections canines; invasion permanente de l'espace piétonnier par les poubelles et les voitures. Ces problèmes perdurent et s'aggravent dans l'indifférence manifeste des pouvoirs publics. Certains axes n'ont pas été rénovés depuis plus de 18 ans... Comment, en toute bonne foi, inciter des propriétaires, investisseurs ou occupants, à engager des frais pour l'amélioration de biens dévalorisés par un tel environnement? Les projets tardent à se réaliser et les actions sporadiques ne suffisent pas à enrayer la lente dégradation. Les habitants sont invités à la patience mais elle a des limites. N'a-t-on pas entendu notre Maire déclarer: « 18 mois c'est long »? Que dire alors de 18 ans? Ce quartier restera-t-il le parent pauvre des rénovations urbaines?

Carton rouge pour le Conseil général.

Le Conseil général du Nord vient de voter son budget. L'augmentation des impôts est vertigineuse: + 12,4 % pour la taxe d'habitation, + 18,6 % pour le foncier bâti, + 12,4 % pour le foncier non bâti et 18,6 % pour la taxe professionnelle.

De 2005 à 2009, les taux ont respectivement grimpé de 31,7 %; 39 %, 31,6 % et 50 %! De qui se moque-t-on?

De beaux discours contre la baisse du pouvoir d'achat et les pertes d'emplois alors qu'en même temps on vote des augmentations qui grèvent les budgets familiaux et alourdissent les charges des entreprises! Le Département socialiste ne sait pas faire d'économies: 250 000 € pour les vœux du personnel et 500 000 € pour le festival de musique électronique... Non, ça n'est pas la faute du « désengagement de l'État » (sempiternelle ritournelle) car dans d'autres départements, on pratique l'augmentation zéro! Nicolas Sarkozy a proposé de récupérer plus vite la TVA due aux collectivités (FCTVA) mais le département du Nord a refusé cette facilité. Cela aurait pourtant permis de réduire de 9 points la fiscalité! Dunkerque compte trois conseillers généraux socialistes; deux d'entre-eux siègent en tant qu'adjointes à la mairie de Dunkerque. N'ayons pas la mémoire courte et n'oublions pas qu'entre le discours de gauche et la réalité, il y a un abîme.

Le Gouvernement prend de bonnes mesures

Contrairement aux socialistes qui voudraient colmater les brèches sans réparer les digues, Nicolas SARKOZY propose à la fois des mesures immédiates et des changements profonds. Dès le début de la crise internationale, le Gouvernement a su apporter des réponses appropriées. Qu'en aurait-il été avec une présidente socialiste?

Le plan de relance du PS ne propose-t-il pas des mesures déjà mises en place ou qui se sont révélées totalement inefficaces?

La baisse de la TVA profite surtout aux importations; l'augmentation de 30€ du SMIC (2,5 %) est inférieure à l'augmentation légale de 3,2 %; la retraite anticipée ne va pas améliorer l'économie; la création d'emplois publics encore moins, etc.

Le PS oublie que l'État s'est engagé à construire 170 000 logements sociaux par an et que le doublement du prêt à taux zéro permettra l'acquisition de 100 000 autres.

En outre, dès septembre, une prime de 220€ a été versée aux bénéficiaires de minima sociaux; l'augmentation de l'indemnisation du

chômage partiel est en cours et de nouveaux emplois aidés sont déjà en place...

Une prime de 500€ est également prévue pour ceux qui ne peuvent bénéficier du chômage, sans oublier le coup de pouce à la formation, l'exonération partielle de l'IRPP pour les plus modestes et des aides directes pour certaines familles.

En même temps, il est demandé aux chefs d'entreprise ayant recours aux plans massifs de licenciements de renoncer à leur bonus.

Quant à la suppression de la TP (compensée au centime près par l'État aux collectivités), il faut savoir qu'elle empêche les entreprises de se moderniser et favorise les délocalisations.

NON, décidément, le PS n'a pas à donner de leçons! Nicolas Sarkozy a pris de bonnes mesures.

Ensemble pour Dunkerque: Jacqueline Gabant-Bee Leroy, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Bœuf. 12 place du Palais de Justice - 59140 Dunkerque. Tél. 06 08 61 85 23.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

➔ La crise, l'Europe et nous.

Nicolas Sarkozy est un être paradoxal: d'un côté, il est ultra-libéral et donne aux universités l'autonomie la plus concurrentielle, de l'autre, il est ultra-centralisateur, et veut retirer aux collectivités territoriales la taxe professionnelle, ce qui les rendra dépendantes de... l'État. Enfin, s'il s'agit sur l'Europe, il le fait en brisant son moteur historique, l'alliance franco-allemande, en boudant Angela Merkel. Bref, il fait tout à l'envers, mais doit reculer sur tout. Pourquoi rapprocher ces éléments? Parce que chacun sait aujourd'hui que la crise qui nous frappe est mondiale, et que seule l'Europe est capable de nous protéger, ici. La sidérurgie est en crise? Sa défense passe par une décision d'aide européenne au développement. Toute l'industrie dunkerquoise peut être accompagnée par l'Europe. Il faut développer les emplois tertiaires, accueillir l'innovation et l'économie de la connaissance: cela passe par une aide à la recherche et à l'université du Littoral, trop jeune aujourd'hui pour s'en sortir seule face à la concurrence. L'État et l'Europe doivent investir dans l'innovation. Enfin, avec leurs propres moyens, les collectivités territoriales, comme la CUD, ont les moyens de faire des choix d'avenir pour tous, à condition de faire de Dunkerque une grande agglomération à l'échelle européenne. Or à la CUD et à la Ville, les majorités font beaucoup d'annonces de communication, mais n'ont pas de projet solide. Elles sont durablement perdues. Comme le PS est perdu entre ses européens et ses anti-européens. Si le navire est égaré dans la tempête, il faut lui redonner des directions fortes: inventer, innover, agir. Agir pour Dunkerque en Européens, c'est enfin comprendre que l'Europe seule est le bon niveau pour nous défendre et inventer un avenir pour nos enfants. Pour que l'Europe nous protège dans la crise, elle doit devenir notre Europe. Avec François Bayrou, le MoDem défendra aux prochaines élections cette belle vision d'une Europe proche de nous.

Édith Varet, Pierre Yana, Conseillers municipaux « Dunkerque demain, avec vous », MoDem: 06 10 26 26 05.

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

➔ Comme pour les caméras dans les bus

Il y a quelques années, Philippe Eymery proposait la vidéo surveillance dans les bus. La gauche se moquait de lui et préférait la prévention par les matchs de foot avec les « jeunes ». Cependant, quelques années plus tard, les bus ont été équipés de caméras: la délinquance dans les bus est en chute libre.

Pont du Grand Large

Le Défi Dunkerquois en mars 2008 alertait sur ce dossier et proposait une solution respectueuse des usagers de la mer. Près d'un an plus tard, enfin un débat et le maire qui présente ses excuses. C'est sûr que quand on est dans sa ville 2 jours sur 7, qui plus est en voiture officielle, difficile d'avoir une idée des problèmes de circulation. C'est sûr que construire mille logements sans réfléchir avant aux voies d'accès, c'est un peu bête. Parions que dans quelque temps, on en viendra aux propositions du Défi Dunkerquois.

Qui a dit :

« Les chantiers de France, par exemple, ont fermé en 1987 et ce n'est qu'aujourd'hui que l'on voit naître un nouveau quartier »? C'est sûr que 22 ans c'est long, dont 20 ans de socialisme.

Réponse: W. Despicht, adjoint au maire.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - <http://defidunkerquois@gmail.com>.

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Nos exigences vitales, il faudra les imposer!

Après le succès des manifestations du 29 janvier, les organisations syndicales appellent à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 19 mars. Elle doit être un succès. Car les grands patrons et actionnaires ont beau être entièrement responsables de la crise économique, c'est aux travailleurs, aux classes populaires, que le gouvernement et le patronat en font payer le prix... pendant que les industriels et les banquiers encaissent les milliards de l'État.

Les salariés dont le pouvoir d'achat s'effondre, ceux déjà licenciés ou menacés de l'être ont le même besoin vital de sauvegarder leur emploi et de disposer d'un salaire qui permette de vivre. Ensemble nous avons la force de l'imposer. Les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique ont montré l'exemple.

Le contrôle des comptes des entreprises par la population révélerait que les entreprises ont largement les moyens de satisfaire les revendications des travailleurs: une hausse conséquente des salaires, la répartition du travail entre tous et des embauches massives dans les services publics.

Pour contacter Jacques Volant: 06 13 56 19 78.

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.